

Attendre 2010 ? 2012 ?

DONC, un socialiste, ancien Premier ministre (Michel Rocard), et un ancien Premier ministre de droite (Alain Juppé) vont ensemble mettre en place l'emprunt annoncé par Sarkozy. Leur mission ? Prendre l'argent dans les poches des petits épargnants pour rémunérer grassement les spéculateurs. Et au passage, en faisant gonfler la dette publique..., fournir un prétexte pour aggraver la destruction des hôpitaux, des écoles, des bureaux de poste, etc.

Au même moment, les neuvièmes rencontres économiques d'Aix-en-Provence (liées aux milieux patronaux) affichent les plus grandes inquiétudes. *Le Monde*, qui résume leurs travaux, prévoit que, de 2007 à 2010, le nombre de chômeurs dans les pays riches devrait augmenter de 80 %, soit 26 millions de chômeurs supplémentaires. Il évoque même « un scénario » catastrophe, qui se traduirait « au début de l'année 2010 (par) une augmentation inédite du nombre de faillites et de licenciements » (7 juillet).

La question centrale est donc bien la destruction des emplois.

Le gouvernement l'accompagne, quand il ne l'organise pas directement : destruction massive des emplois dans le secteur public, multiplication des mesures de dérégulation et de surexploitation (service du travail obligatoire pour les jeunes, remise en cause des retraites, instauration du RSA, travail du dimanche, privatisation de La Poste, etc.).

Et à gauche ? Martine Aubry revendique « des mesures à effet immédiat (...), indemnisation et formation des chômeurs » (*Le Monde*, 5 juillet).

L'Humanité (6 juillet) dénonce les propositions pro-capitalistes d'Aix, dans lesquelles elle voit une « opération de sauvetage du capitalisme... », mais s'agissant des licenciements, ne propose rien... sinon un débat sur une improbable démocratie économique définie comme « une démarche multidimensionnelle » (4 juillet).

Dans le même temps, les rencontres se multiplient entre PCF, NPA, Parti de gauche, d'où il ressort une perspective concrète : faire liste commune pour les élections régionales et fusionner ensuite ces listes avec celles du PS.

Résumons : pendant près d'un an, les dirigeants des partis de gauche ont dit aux travailleurs : attendez les élections

européennes, nous ne pouvons rien faire pour l'instant. Il y a eu, durant cette période, 600 000 chômeurs supplémentaires. Aujourd'hui, les mêmes disent aux travailleurs : attendez les régionales. D'ici à mars 2010, un million, un million et demi de chômeurs supplémentaires ? Et après, faudra-t-il attendre les législatives et la présidentielle de 2012 ?

Le tandem Juppé-Rocard agissant à la demande de Sarkozy sera-t-il une représentation symbolique d'une vaste union sacrée dont le socle commun serait : face à la destruction massive des emplois, il est urgent de ne pas agir ?

En juin dernier, par leur abstention massive, les travailleurs ont exprimé leur rejet de cette politique. C'est un mouvement en profondeur qui mûrit dans toutes les couches de la classe ouvrière et qui dit clairement aux dirigeants : rompez cette alliance qui vous unit au gouvernement et aux patrons licenciés.

C'est maintenant, c'est tout de suite que l'unité doit se réaliser autour de cette exigence vitale : interdiction des licenciements (1).

(1) Lire pages 4 et 5 les suites de l'appel de Caterpillar.

INFORMATIONS OUVRIÈRES

tribune libre
de la lutte des classes

Dans le cadre de sa tribune libre, *Informations ouvrières*, fondé par Pierre Lambert, offre la possibilité de s'exprimer librement à tout groupement ou formation politique qui entend sincèrement combattre pour l'émancipation des travailleurs. Cela sous leur propre responsabilité. L'hebdomadaire est édité par l'association (loi 1901) Informations ouvrières, présidée par Daniel Gluckstein, directeur de la publication.

Rédacteur en chef :
Lucien Gauthier.

Siège : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

- Imprimerie : Rotinfed 2000, Paris.
- Tirage : 20 000 exemplaires.
- Commission paritaire : 0909 C85 410.
- ISSN : 0813 9500.

• Rédaction : Informations ouvrières, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016 - 75479 Paris CEDEX 10.

Tél. : 01 48 01 89 23.
Fax : 01 48 01 89 29.

E-mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com

• Administration-
abonnements :
Maïté Dayan.
Tél. : 01 48 01 88 22.
01 48 01 88 41.

E-mail :
diffusion-io@fr.oleane.com

Dépôt légal :
à publication.



NOUS ÉCRIRE

INFORMATIONS OUVRIÈRES
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016
75479 Paris Cedex

E-mail
informations-ouvrieres@fr.oleane.com

Oser revendiquer l'interdiction des licenciements

JEAN-MICHEL BOULMÉ, MAIRE ADJOINT DE SERRIÈRES-SUR-AIN
ET VICE-PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ
DE COMMUNES DU CANTON D'IZERNORE

LA situation économique a de lourdes conséquences pour les communes. Serrières forme avec neuf autres communes le canton d'Izernore, intégré à ce qui était hier la « plastic vallée » : région riche d'usines produisant objets en plastique ou moules pour les fabriquer.

Un faible chômage y a attiré les travailleurs quittant les régions déjà sinistrées. La population y a doublé depuis 1970 dans nos communes rurales. Il reste quatre écoles, dont la plus petite a deux classes et quarante-huit élèves.

Tout cela va finir. Les entreprises licencient, ont recours massivement au chômage partiel. Les commerçants constatent amèrement que les ouvriers ont cessé de dépenser. Et les dix maires du canton sont anxieux pour leurs budgets.

Un exemple inattendu : père et mère chôment, donc l'écolier ne mange plus à la cantine ; c'est moins cher à la maison. Les finances communales trinquent. Et l'instituteur déplore que celui qui venait volontiers à l'école rechigne à présent à quitter ses parents : ceux-ci ne partent plus à l'usine.

Quant à la Fruitière d'Izernore, qui produisait du comté, elle a dû fermer en juin 2008, faute de lait conforme à l'AOC. Avec le yoyo du prix du lait « tout venant », qui est bas en 2009, mais qui était haut en 2008,

il était alors devenu rentable pour un éleveur de cesser de se plier aux contraintes qui régissent l'AOC (nourrir au fourrage un cheptel de montbéliardes).

Outre l'emploi, c'est l'environnement qui trinque. On peut craindre pour la pérennité de l'élevage chez nous. Or, sans le troupeau qui fait la prairie, la friche vient « étouffer » nos habitations et un élu m'a confié : « Un jour, on ne pourra plus ouvrir nos volets ! »

J'en tire la conclusion qu'à tout point de vue, le capitalisme a fait son temps, qu'il faut avancer vers le socialisme et oser revendiquer l'interdiction des licenciements. Les services publics, par ici, sont en voie de disparition depuis longtemps : plus de subdivision DDE à Montréal, absence des gendarmes un jour sur deux à Izernore, une demi-trésorerie à Poncin, plus de sous-préfet ni de maternité à Nantua...

Les seuls services publics qui restent à Serrières sont sa mairie et l'eau. Il reste deux bureaux de poste, dont l'un au moins devrait fermer.

Parmi les 143 maires de l'Ain qui ont signé la proposition de Roquebrun, il y a les dix maires du canton, et cinq d'entre eux ont d'ailleurs déjà fait adopter une délibération de soutien à ce projet de loi demandant l'abrogation des directives postales de l'Union européenne. ■

Le "développement durable", prétexte à toutes les attaques contre la classe ouvrière

PAR CARINE WEBER

APRÈS la prétendue vague verte (6 % des Français votant pour Daniel Cohn-Bendit), beaucoup de discussions tournent autour du fameux « développement durable », au nom duquel le gouvernement privatise, augmente les prix, sans pour autant respecter davantage la nature, d'ailleurs. On voit se multiplier les lois et les contraintes qui grèvent encore les budgets des familles sous prétexte de préservation de la nature.

Le Grenelle de l'environnement nous contraint par exemple à avoir recours au « partenariat public-privé » pour rénover les 120 millions de mètres carrés de surface des bâtiments de l'Etat et de ses principaux établissements publics. Est-ce par souci écologique ?

« L'Etat favorisera la conclusion d'accords avec le secteur des banques et des assurances pour développer le financement des investissements d'économies d'énergie. » Est-ce par souci écologique ? « Elle veille à ce que le développement de la concurrence dans chacun des modes de transport se fasse sans discrimination. » Est-ce par souci écologique ?

Quand Nicolas Hulot explique le 10 juin qu'il faut encore augmenter le prix du gaz et de l'électricité (par une nouvelle taxe appelée « carbone ») pour en réduire la consommation, cela signifie que les familles, qui ont déjà du mal à payer leurs factures, devraient encore payer plus cher ! Je me souviens de cet élève de 6^e qui n'avait pas fait ses devoirs et m'expliquait qu'après être allé couper du bois, il fait nuit, et qu'il n'a pas le droit d'allumer la lumière parce que ça coûte trop cher. Est-ce qu'on va demander à cette famille de payer plus cher son électricité ? De réduire sa consommation ? L'urgence est-elle de manger moins quand tout le monde ne mange pas à sa faim ?

On nous parle de gaspillage, d'abus, et l'on culpabilise ces mêmes familles en disant de « faire attention ». On nous dit : « Nous sommes tous dans le même bateau. » Mais ce n'est pas vrai, ou alors si c'est le cas, certains rament et d'autres se dorment la pilule sur le pont. C'est la lutte des classes.

Et les rameurs seraient responsables de l'orage ? Ce serait de la très grande faute des ouvriers s'il y a

